



PRÉFET DE LA LOIRE

ARRETE N° 478 /DDPP/2017
portant mise en demeure

Le Préfet de la Loire

VU le code de l'environnement et notamment l'article L. 171-8 du titre VII du livre Ier et l'article L. 511-1 du titre I du livre V ;

VU l'arrêté ministériel du 23 juin 2015 relatif aux installations mettant en œuvre des substances radioactives, déchets radioactifs ou résidus solides de minerai d'uranium, de thorium ou de radium soumises à autorisation au titre des rubriques 1716, 1735 et 2797 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral du 4 août 2005 autorisant la société COGEMA à exploiter une installation de stockage des produits de démolition de l'usine SIMO et de stériles miniers sur le site des Bois Noirs du Limouzat à Saint Priest la Prugne (42830) ;

VU l'accusé de réception du 30 novembre 2011 délivré à la société AREVA MINES prenant acte de la reprise de l'exploitation par cette dernière ;

VU l'arrêté préfectoral du 31 janvier 2017 actualisant la situation administrative de l'installation ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 15 septembre 2017, établi au vu d'une visite du 12 juillet 2017, constatant que les eaux de surverse ont été diluées par des eaux naturelles "Rive gauche" transitant par le site des Bois Noirs, contrevenant ainsi aux dispositions de l'article 27 de l'arrêté ministériel du 23 juin 2015 susvisé ;

CONSIDERANT que les dispositions de l'article 27 de l'arrêté ministériel du 23 juin 2015 susvisé ne sont pas respectées ;

CONSIDERANT qu'au vu de ces éléments, il y a lieu de mettre en demeure l'exploitant de régulariser sa situation et prendre les mesures nécessaires afin de garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement ;

SUR PROPOSITION de Monsieur le secrétaire général de la Préfecture de la Loire ;

ARRETE :

ARTICLE 1 – La société AREVA MINES , pour l'installation exploitée sur le territoire de la commune de Saint Priest la Prugne, site des Bois Noirs du Limouzat, est mise en demeure, sous un délai de 4 mois, de respecter les dispositions de l'article 27 de l'arrêté ministériel du 23 juin 2015 susvisé.

ARTICLE 2 – Faute pour l'exploitant d'obtempérer à cette injonction, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la réglementation en vigueur sur les installations classées.

ARTICLE 3 – En application des dispositions de l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 4 - Monsieur le Sous-Préfet de Roanne, Madame la directrice départementale de la protection des populations, Madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'Inspection des Installations Classées et Madame le maire de Saint Priest la Prugne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie restera déposée en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à Saint-Etienne, le **21 NOV. 2017**

Pour le Préfet

et par délégation

le Secrétaire Général


Gérard LACROIX

copie adressée à :

- société AREVA MINES

Direction Après-Mines France

CS 30071

2 route de Lavaugrasse

87250 BESSINES SUR GARTEMPE

- Mairie de Saint Priest la Prugne

- Sous-Préfecture de Roanne

- Inspection de l'environnement DREAL UID 42/43

- Archives

- Chrono